



# COMMENT GERER LA SITUATION AU MOYEN ORIENT ?

Dîner-débat avec

**Hervé de CHARETTE**

*Ancien ministre des Affaires étrangères*



STRATEGIES  
FRANCAISES

Club de réflexion

JEUDI 3 OCTOBRE 2019

## NOTRE INVITE



**HERVE DE  
CHARETTE**

### PARCOURS

**Hervé de Charette**, né Hervé Marie-Joseph de Charette de La Contrie le 30 juillet 1938 à Paris, est un haut fonctionnaire et homme politique français.

Trois fois ministre, de 1986 à 1988, de 1993 à 1995 puis de 1995 à 1997, comme ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette a notamment été maire de Saint-Florent-le-Vieil de 1989 à 2014, et député de Maine-et-Loire entre 1988 et 2012.

Fils d'Hélion Marie Joseph Christian, baron de Charette de La Contrie (1906-1983) et de sa première épouse Jeanne Girauld de Nolhac (1908-1954), Hervé de Charette est issu d'une famille aristocratique. Il est descendant du roi Charles X par le duc de Berry, du chevalier de Charette et de l'académicien né à Ambert Annet Marie Pierre Girauld de Nolhac.

Marié, Hervé de Charette a quatre enfants.

Diplômé d'HEC Paris et de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po Paris), Hervé de Charette est un ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA, promotion Montesquieu de 1966). Il préside la Conférence Olivaint en 1962.

En juin 1966, il entre au Conseil d'État. D'abord auditeur, il devient maître des requêtes en 1973 puis rapporteur et secrétaire général-adjoint.

De 1973 à 1981, Hervé de Charette travaille dans plusieurs ministères. Il est successivement conseiller technique de Georges Gorse au ministère du Travail, de l'Emploi et la Population de 1973 à 1974, directeur de cabinet de Paul Dijoud au secrétariat d'État chargé de l'Immigration de 1974 à 1976, puis de Christian Beullac au ministère du Travail) de 1976 à 1978 et chargé de mission auprès de Jean-François Deniau au ministère du Commerce extérieur de 1978 à 1981. En parallèle, il est conseiller juridique pour l'Établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (EPAD) de 1976 à 1981 puis président de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra, future Adoma) de 1979 à 1981.

## LES ETAPES CLES DE SON PARCOURS

En 1981, il est battu aux élections législatives à Menton. Deux ans plus tard, lors des élections municipales, il échoue à Nevers face à Pierre Bérégovoy. Lors des élections législatives de 1986, il est élu député UDF de la Nièvre. Il entre directement au gouvernement Jacques Chirac comme ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Fonction publique et du Plan.

En 1988, à la fin de la première cohabitation, après la défaite de la droite à l'élection présidentielle et aux législatives, Hervé de Charette retourne à l'Assemblée nationale. Il est parachuté dans la région des Mauges (Maine-et-Loire) dans une nouvelle circonscription de centre-droit. Dès le premier tour, il est élu député de la sixième circonscription de Maine-et-Loire. Il est réélu (au premier tour) en mai 1993 (mais remplacé par Alain Levoyer à la suite de son entrée au gouvernement), en juin 1997, juin 2002 et juin 2007. En juin 2012, il est battu au second tour des élections législatives par le divers gauche Serge Bardy après avoir été député de cette circonscription pendant vingt-quatre ans.

Lors des élections municipales de 1989, il devient maire de Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire), un haut-lieu de la Vendée militaire situé au cœur de sa circonscription. Il est réélu en 1995, 2001 et 2008. De 1995 à 2001, il préside aussi la Communauté de communes du canton de Saint-Florent-le-Vieil et en reste membre à partir de 2001.

Par ailleurs, il siège au Conseil régional des Pays de la Loire de 1992 à 2010 (réélu en 1998 et en 2004), en étant vice-président de 1992 à 2004.

Après les législatives de 1993, il redevient ministre sous la deuxième cohabitation : il est ministre du logement dans le gouvernement Balladur. Après son soutien à Jacques Chirac durant l'élection présidentielle de 1995, il reste au gouvernement mais occupe désormais le prestigieux maroquin de ministre des Affaires étrangères. En 1996, il se rend en Algérie peu après l'enlèvement des moines de Tibhirine et modifie en cours de route le programme de son voyage afin de pouvoir s'informer sur les circonstances du drame, en ne se donnant « qu'une seule priorité : retrouver les moines vivants », modification à laquelle les autorités algériennes tentent de s'opposer. Philippe Étienne, directeur adjoint de cabinet d'Hervé de Charette, posera alors plusieurs fois la question : « L'affaire de l'enlèvement des moines est-elle une manipulation algérienne ? ».

Après la dissolution de 1997, à la suite de la défaite de la droite et de son départ du gouvernement, il siège de nouveau à l'Assemblée nationale jusqu'à sa défaite en juin 2012. De juin à juillet 2011, il exerce l'intérim, en qualité de doyen d'âge, du groupe parlementaire Nouveau Centre, entre la nomination au gouvernement de François Sauvadet et l'élection d'Yvan Lachaud.

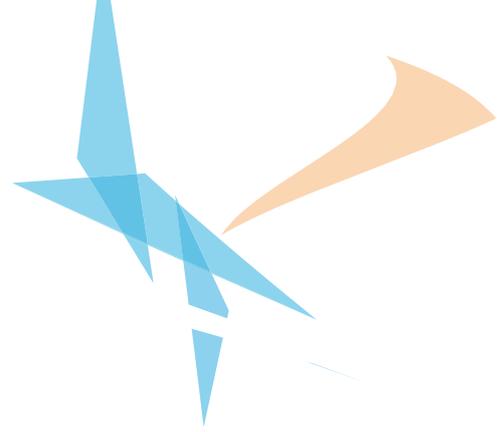
Alors qu'il brigue un cinquième mandat de maire de Saint-Florent-le-Vieil, il est battu lors des élections municipales françaises de 2014.



**1995**

**1997**

**Ministre des  
Affaires  
étrangères**



**STRATEGIES  
FRANCAISES**

Club de réflexion

# LE CLUB STRATEGIES FRANCAISES

## LE CLUB *stratégies françaises*

Le club de réflexion STRATEGIES FRANCAISES, fondé en 1997, cherche à rapprocher la République des citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange de convictions.

Ces "stratégies françaises" sont celles des femmes et des hommes que nous rencontrons au fil des dîners-débats, des stratégies tournées vers le monde, vers la transformation de notre société et vers une meilleure vision de notre histoire et de notre avenir.

Le club stratégies françaises est dirigé et animé par Xavier Fos.



**Xavier Fos**

président de *stratégies françaises*

## DES DEBATS ET DES RENCONTRES AUTOUR DE 4 THEMES



### COMPRENDRE ET METTRE EN PERSPECTIVE LES STRATEGIES FRANCAISES

Depuis 1997, le club de réflexion *stratégies françaises* cherche à comprendre les voies et possibles de la politique française et de ses influences culturelles.

- ❖ **Réformes** : comprendre les enjeux, analyser les stratégies, décrypter les possibles.
- ❖ **Mondialisation** : face à son mouvement, analyser les évolutions et les conséquences, pour anticiper.
- ❖ **Questions de société** : analyser les débats qui animent la société et la transforment.
- ❖ **Histoire** : analyser à travers l'Histoire les stratégies individuelles ou collectives, pour comprendre.

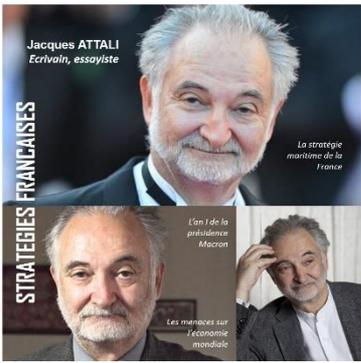
#### Quelques rencontres du club de réflexion :

- ❖ **Réformes** : Jacques Attali, Jean-Paul Huchon, Camille Pascal, Yves Guéna, Michel Crozier, Eric Woerth, Michel Charasse, Corinne Lepage, Edmond Alphandéry, Edith Cresson, Pierre Truche, Roseline Bachelot...
- ❖ **Mondialisation** : Général Barrera, Hubert Védrine, Marie-France Garaud, François Heisbourg, Pierre Messmer, Jean-Bernard Raimond, Thierry de Beaucé, Jean-Pierre Chevènement...
- ❖ **Questions de société** : Jean-Marie Bockel, Julia Kristeva, Jean-Michel Fauvergue, Danielle Mitterrand, Jacques Vergès, Edgar Morin, Jean-Louis Bruguière, Claude Bessy, Jean-Michel di Falco, Gilles Clément, Jacques Séguéla, ...
- ❖ **Histoire** : Michel Winock, Daniel Cordier, Emmanuel de Waresquiel, Simone Bertière, Rémi Brague, Jacques-Alain de Sédouy, Jean-Noël Jeanneney...

# Présentation

## RENCONTRES RECENTES *stratégies françaises*

### CLUB DE REFLEXION JUN 2018 **STRATEGIES FRANCAISES**



### CLUB DE REFLEXION FEBVRIER 2017 **STRATEGIES FRANCAISES**



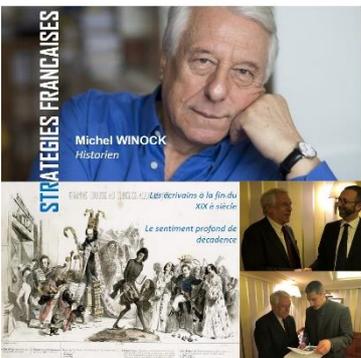
### CLUB DE REFLEXION SEPTEMBRE 2016 **STRATEGIES FRANCAISES**



### CLUB DE REFLEXION JANVIER 2016 **STRATEGIES FRANCAISES**



### CLUB DE REFLEXION AVRIL 2018 **STRATEGIES FRANCAISES**



### CLUB DE REFLEXION MARS 2018 **STRATEGIES FRANCAISES**



### CLUB DE REFLEXION MARS 2018 **STRATEGIES FRANCAISES**



### CLUB DE REFLEXION MARS 2018 **STRATEGIES FRANCAISES**



### CLUB DE REFLEXION FEBVRIER 2018 **STRATEGIES FRANCAISES**



### CLUB DE REFLEXION FEBVRIER 2018 **STRATEGIES FRANCAISES**

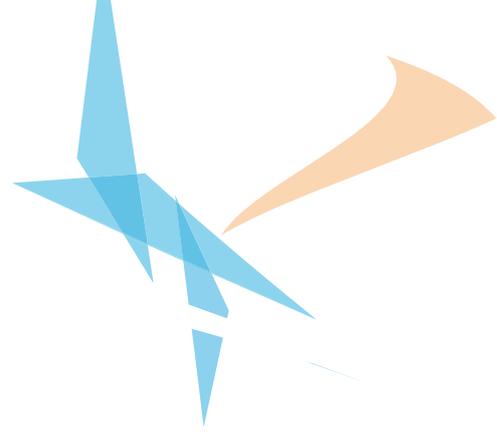


### CLUB DE REFLEXION FEBVRIER 2018 **STRATEGIES FRANCAISES**



### CLUB DE REFLEXION FEBVRIER 2018 **STRATEGIES FRANCAISES**





# LES THEMES DE LA RENCONTRE AVEC HERVE DE CHARETTE

CLUB DE REFLEXION  
OCTOBRE 2019

## STRATEGIES FRANCAISES



**STRATEGIES  
FRANCAISES**

Club de réflexion



*Un rôle décisif  
dans le maintien  
de la paix*

STRATEGIES FRANCAISES



**Hervé de CHARETTE**  
*Ancien ministre des Affaires  
étrangères*

*Retour sur un succès  
diplomatique français*

*La « shuttle  
diplomacy » selon  
Henry Kissinger*

## THEME 1: ISRAEL, L'ETAT-NATION DU PEUPLE JUIF ?



La proclamation de Benjamin Nétanyahou, ratifiée le 9 juillet 2018 par la Knesset et selon laquelle Israël est l'Etat-nation du peuple juif, ne fait que compliquer un peu plus le problème palestinien.

Qu'on le veuille ou non, Benjamin Nétanyahou aura marqué de son empreinte l'histoire d'Israël d'une façon décisive. L'homme n'attire pas la sympathie. Même en Israël, sa popularité est incertaine. Mais il dégage une impression de puissance qui force l'admiration.

En face de lui, les Palestiniens sont défaits, entre le régime vieillissant et corrompu de Mahmoud Abbas et la violence sans stratégie du Hamas.

Quant au monde arabe, il détourne son regard et laisse faire. Il a d'autres soucis, en Syrie, en Irak, au Yémen, en Libye, mais surtout avec l'Iran qui avance ses pions de façon menaçante.

Benjamin Nétanyahou peut donc faire son marché sans être dérangé et profiter tout à loisir de la présence de Donald Trump à la Maison Blanche. Il a donc convaincu sans peine les Américains de transférer le siège de leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, foulant au pied les résolutions du Conseil de sécurité et le droit international. Après quelques hauts cris plutôt convenus, la communauté internationale s'est résignée sans trop de peine au fait accompli.

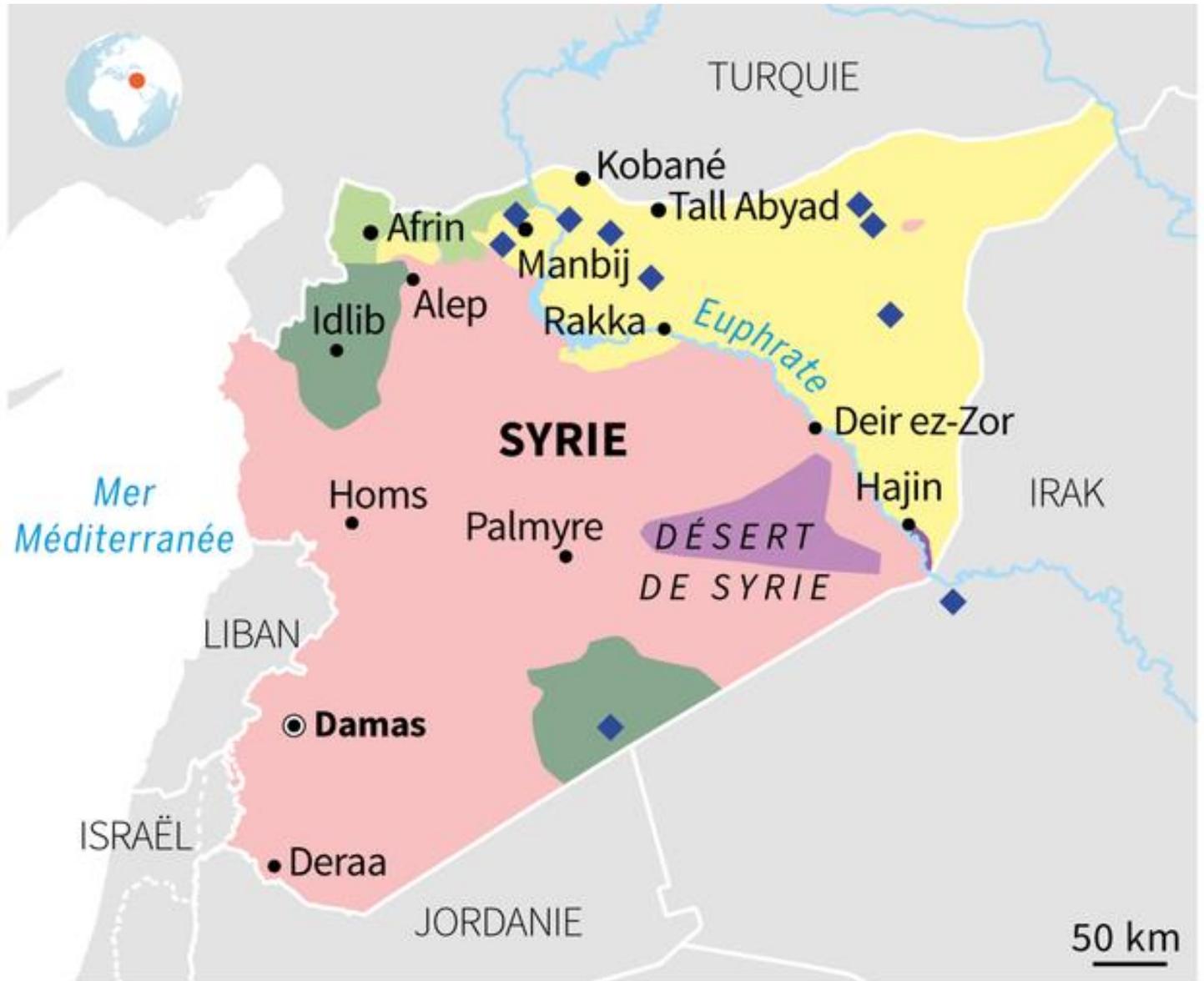
La nouvelle proclamation de Nétanyahou, ratifiée par la Knesset, selon laquelle Israël est l'Etat-nation du peuple juif provoquera les mêmes réactions internationales : un peu d'indignation, beaucoup d'indifférence. Tous les juifs du monde sont peut-être peu ou prou d'accord avec cette définition d'Israël, laquelle se rattache d'ailleurs directement à la déclaration Balfour d'il y a cent ans. Oui bien sûr, conformément à ce qui avait été promis par lord Balfour en 1917, l'Etat d'Israël a été créé après la Seconde Guerre mondiale pour donner aux Juifs une terre et un Etat où vivre enfin en sécurité après le martyre de la Shoah. Il n'y a rien à dire à cela.

Mais le problème palestinien demeure, et cette déclaration ne fait que le compliquer un peu plus. Chaque jour qui passe rend de plus en plus improbable et irréaliste l'idée qu'un Etat palestinien puisse voir le jour à côté d'Israël. C'est pourquoi un nombre croissant d'observateurs suggèrent qu'Israël devienne l'Etat de toute la Palestine, incluant ensemble les Juifs et les Palestiniens dans une citoyenneté commune. Benjamin Nétanyahou vient de fermer cette porte à peine entrouverte. Il l'a fait à sa manière, toute en brutalité, en la claquant au nez des Palestiniens auxquels il signifie qu'il n'y aura jamais de place en Israël pour une citoyenneté palestinienne, ni pour ceux qui vivent en Cisjordanie, à Jérusalem ou à Gaza, ni pour les Palestiniens condamnés à croupir à perpétuité dans les camps de réfugiés du Liban, de Jordanie ou d'ailleurs.

Logiquement la prochaine étape, ce sera l'annexion de la Cisjordanie. Mais rien ne presse. Il faut que la décomposition des institutions palestiniennes se poursuive et aille à son terme. Il faut que la jeunesse palestinienne comprenne, ce qu'elle fait de mieux en mieux, qu'il n'y a pas d'avenir pour elle sur place et qu'elle doit s'en aller. Telle est la dure loi de Nétanyahou !

Le jour viendra, je le crois, où la communauté internationale se reprochera amèrement d'avoir fermé les yeux, sans être capable de faire autre chose que de substituer à l'injuste exil du peuple juif l'exil injuste du peuple palestinien. Ce jour viendra dans dix ans, dans cent ans, lorsque, du fond de leur exil, abandonnés de tous, des Palestiniens relèveront la tête et reprendront la plainte du Juif-Errant : « L'an prochain à Jérusalem ! »

## THEME 2: L'INTERVENTIONNISME N'EST JAMAIS LA SOLUTION



### Forces en présence au 19 décembre 2018

- ◆ Bases américaines
- Régime syrien et ses alliés
- Armée turque et ses alliés
- Forces arabo-kurdes
- Groupes rebelles et djihadistes
- Organisation Etat islamique

Les grandes puissances ne font qu'envenimer les conflits régionaux. C'est aux puissances régionales d'imaginer les sorties de crise.

L'interminable désastre syrien, le martyre imposé à ce peuple à bout de souffrance, tout cela soulève le cœur et provoque l'indignation. C'est pourquoi la bataille de la Ghouta nous conduit une fois encore à nous interroger sur ce que les principales puissances du monde devraient faire. «Comment en est-on arrivé là ?» nous demande l'opinion publique.

La critique de l'inaction des pays occidentaux est bien compréhensible mais elle doit être mise en regard des réalités syriennes et plus encore des interventions occidentales de ces vingt dernières années en Afghanistan, en Irak et en Libye. Force est de constater que ces politiques interventionnistes ont toutes échoué, partout.

Il faut bien en tirer la leçon. Elles ont coûté des milliards, elles ont fait des centaines de milliers de victimes, elles sèment le désordre et le malheur parmi les peuples. Loin de contribuer à l'apaisement des crises, elles ont eu des conséquences désastreuses.

## THEME 2: L'INTERVENTIONNISME N'EST JAMAIS LA SOLUTION



En Afghanistan, après dix-sept ans d'une guerre qui se prolonge interminablement, les talibans sont aux portes du pouvoir. En Irak, l'élimination de Saddam Hussein est à l'origine de l'Etat islamique et de la crise internationale majeure qui en est résultée, laquelle est loin d'être terminée. En Libye l'intervention occidentale fut certes brève et Kadhafi éliminé, mais le désordre qui y règne désormais pourrait nous le faire regretter. Il n'y a guère que la première guerre d'Irak qui ait atteint ses objectifs avec le rétablissement de la souveraineté du Koweït.

Ces échecs ne sont pas le fait du hasard. Les interventions occidentales avaient pour but de chasser les régimes en place, d'instaurer de nouvelles institutions supposées «démocratiques» et de créer un nouvel ordre régional. C'étaient des guerres à caractère colonial. On en connaît le résultat. Voudrait-on que nous récidivions en Syrie ?

On objectera que l'intervention russe apporte la preuve contraire et donne l'exemple d'une opération réussie. On aurait tort. Je peux affirmer en connaissance de cause que jamais Hafez al-Assad n'aurait accepté qu'une grande puissance installe des bases militaires sur le sol syrien et on peut s'attendre à ce que la Syrie ne le supporte pas longtemps.

Alors, que faire ? Dans le chaos syrien où s'affrontent l'armée syrienne et des milices jihadistes, nous n'avons aucune raison de soutenir les uns ou les autres. Il y a de nombreux civils emportés dans cette tourmente. Seul le Conseil de sécurité de l'ONU est susceptible d'agir en leur faveur. Dès lors que l'option de la force armée est exclue, il faut se tourner vers la diplomatie. La crise syrienne n'est pas isolée, elle est un élément d'un tout dans l'espace du Proche et du Moyen-Orient où coexistent quatre dossiers à traiter de front.

Le premier concerne la stabilisation de la Syrie qui nécessite l'organisation d'élections sous contrôle international.

Le deuxième concerne la sécurité d'Israël, remise en question par les bouleversements en cours dans la région.

Le troisième est relatif à la reconstruction économique mais aussi politique de l'Irak, de Mossoul à Bagdad, seule susceptible d'apporter l'apaisement dans ce pays ébranlé par l'aventure sunnite de Daech.

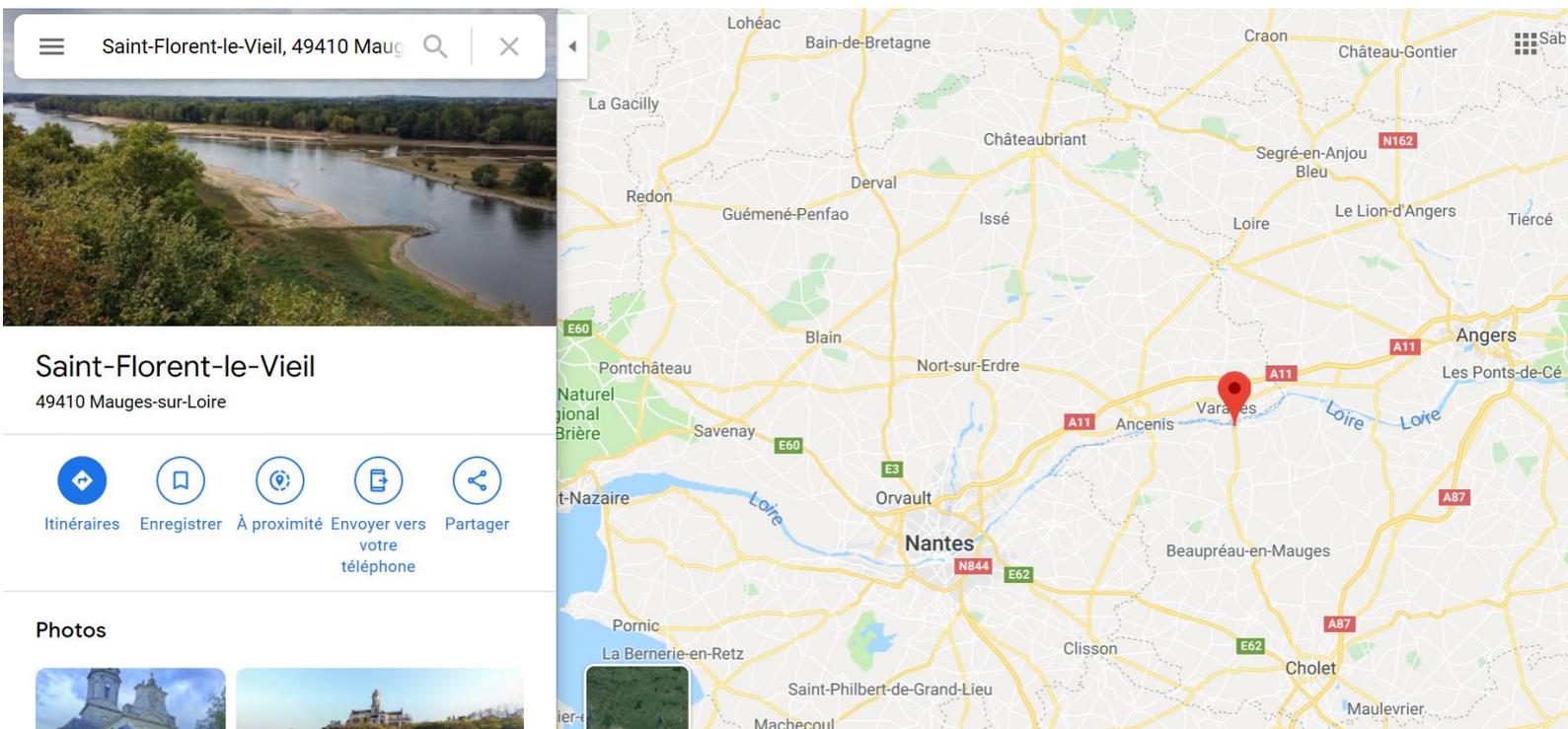
Le quatrième dossier à traiter, c'est la reconnaissance du monde kurde qui devrait bénéficier, aussi bien en Syrie qu'en Irak, d'une forme d'autonomie sur un modèle de type québécois.

On pourrait y ajouter le conflit au Yémen qui est un caillou bien embarrassant sous les pieds saoudiens.

Le temps des négociations est donc venu, et d'abord pour les puissances régionales que sont l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie, dont c'est la responsabilité première. Mais il est évident que cela concerne aussi les puissances internationales les plus directement en cause, les Etats-Unis, la Russie et les grands pays européens, la France en tête. Ce sera ardu, tant les intérêts sont contradictoires et les positions de départ éloignées. On ne voit guère une vraie disponibilité pour faire les concessions nécessaires, ou pour reconnaître la réalité des nouveaux rapports de force. En effet, derrière les négociations, se cache le partage des zones d'influence qui entraînera le partage du fardeau de la reconstruction, ce qui pourrait tempérer les ardeurs car, des bords de l'Euphrate aux rives de la Méditerranée, le pays sunnite est en ruine.

D'ores et déjà, on peut affirmer sans risque de se tromper qu'ouvrir cette phase nouvelle par la remise en cause de l'accord nucléaire conclu avec l'Iran, comme le demande le président américain, aurait des conséquences graves et constitue un choix stratégique qui ne peut pas être celui de la France. La «température» régionale est très élevée, le Moyen-Orient est à cran. Dans cette conjoncture à hauts risques, la France ne doit dépendre de personne, ni se rallier à quiconque. Sa valeur ajoutée viendra - si elle vient - de ce qu'elle écoute tout le monde, de ce qu'elle parle avec tout le monde, dans cette région qu'elle connaît de longue date et où elle peut bénéficier d'un certain crédit quand elle se présente comme un «honest broker».

## THEME 3: 25 ANS ET PUIS S'EN VA



Député des Mauges en 1988, 1993, 1997, 2002 et 2007 ; maire de Saint-Florent-le-Vieil en 1989, 1995, 2001 et 2008, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire de 1992 à 2004. Mais aussi ministre de Jacques Chirac en 1986 (Fonction publique) et 1995 (Affaires étrangères) et d'Édouard Balladur (Logement) en 1993. Et encore : membre influent de l'UDF (le nom lui appartient), créateur de « Convention démocrate » qui rejoint l'UMP à sa fondation, avant de prendre ses distances pour se rapprocher de L'Alliance républicaine, écologiste et sociale de Jean-Louis Borloo.

En Maine-et-Loire, dans la région, peu d'hommes politiques ont une stature comparable à celle d'Hervé de Charette. Et c'est ce qui classe au rang des faits marquants sa défaite, dimanche aux élections municipales.

Portant haut le nom d'un héros mythique des guerres de Vendée, Hervé de Charette dont la belle demeure, sur le Mont Glonne, voisine la colonne de la duchesse d'Angoulême, s'était donc ré-enraciné dans les Mauges en 1988, après un premier mandat de député dans la Nièvre.

L'année suivante, il prenait possession de la mairie de Saint-Florent-le-Vieil.

Un avertissement en 2008

Toujours réélu depuis, il semblait indéboulonnable. À tel point qu'il ne semblait pas avoir perçu comme un réel avertissement son score de 2008 - il avait alors été l'un des élus de sa liste recueillant le moins de suffrages.

En 2012, Hervé de Charette connaissait son premier échec sur ses terres : le siège de député des Mauges était remporté par son adversaire Serge Bardy. Un échec qu'il mettait alors sur le compte d'André Martin, candidat divers droite, soutenu par Christophe Béchu.

C'était peut-être autre chose. Une usure du pouvoir qui, pour ces élections municipales, n'a pas été compensée par une véritable campagne de terrain. Peut-être convaincu d'être irremplaçable, Hervé de Charette, 75 ans dont 25 avec l'écharpe de maire de Saint-Florent, n'a déclaré sa candidature que le 22 février, un mois avant le scrutin.

Dimanche, dans sa commune de 2 700 habitants, le grand homme politique a été nettement battu par André Retailleau, 60 ans. On le voit mal continuer de siéger au conseil municipal dans le rôle d'opposant à son ancien adjoint aux affaires sociales...

## THEME 4: LA FRANCE DOIT AIDER LA SYRIE A SORTIR DE LA GUERRE



L'ancien ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette, estime que la situation pourrait enfin se débloquer en Syrie. Un chemin acceptable vers la paix doit être trouvé par les diplomates et les négociateurs.

Après deux années d'une guerre civile sans merci et d'une cruauté rare, la Syrie est en ruine, villes et villages dévastés, populations écrasées de souffrance et livrées aux pires exactions de tous les camps à la fois. Comment la France, première puissance riveraine de la Méditerranée, et comment l'Union européenne, si concernée par cette région, pourraient-elles rester dans cet état de paralysie où on les voit?

## THEME 4: LA FRANCE DOIT AIDER LA SYRIE A SORTIR DE LA GUERRE



En deux ans, la situation a été bouleversée, en déjouant la plupart des prévisions et des conjectures initiales. En dépit de ses conflits internes, le pouvoir de Bachar el-Assad a tenu. L'opposition est désormais irréductiblement divisée entre laïcs et modérés d'un côté et extrémistes religieux de l'autre. L'Armée syrienne libre et les mouvements djihadistes sont désormais en guerre ouverte. L'Iran et le Hezbollah ne cachent plus leur engagement militaire direct auprès de Damas, tandis que les États-Unis et l'Europe, après avoir annoncé leur soutien militaire aux rebelles, y ont de facto renoncé. Enfin, la Russie a clairement marqué qu'après l'humiliation subie en Libye, elle ne céderait pas d'un pouce. Sans compter le jeu souterrain d'Israël, qui a réussi à convaincre Moscou de ne pas livrer d'armes à Damas qui soient susceptibles de menacer le cas échéant sa propre sécurité.

La situation paraît donc figée. Sur le plan militaire, le rapport des forces est plutôt favorable au régime et, même si d'autres batailles se préparent, il ne semble pas que les rebelles puissent aboutir à leur fin et renverser la situation à leur profit. Sur le plan politique, c'est au contraire le moment d'agir. Les combattants sont à bout de force. C'est le tour des diplomates, des intermédiaires et des négociateurs. En même temps, il y a une certaine urgence, parce que la prolongation du conflit et l'absence de perspectives recèlent des dangers réels au plan régional et au niveau international. L'extension de la guerre hors du territoire syrien est une menace qu'il faut prendre au sérieux, comme il faut s'inquiéter du développement militaire des réseaux al-Qaida sur le terrain. Il faut donc agir, et agir vite.

Il y a certes le projet de réunir une conférence de la paix à Genève. Mais personne ne s'y rendra utilement tant que n'auront pas été tirées au clair les questions clefs qui conditionnent la solution du conflit. Et le moins que l'on puisse dire est que ce n'est pas le cas.

La première de ces questions concerne l'Iran. Il faut évidemment que l'Iran soit un acteur reconnu des négociations de paix. C'est même, probablement, l'un des principaux acteurs parce que l'Iran détient la clef des moyens politiques et militaires qui font tenir le régime de Bachar el-Assad. Mais pour attirer l'Iran, il faut en payer le prix. L'heure est donc venue d'ouvrir avec le nouveau président iranien une discussion approfondie et ouverte sur tous les sujets qui concernent le rôle international de l'Iran.

La deuxième question à clarifier concerne la Russie. Moscou veut obtenir d'être désormais reconnu comme un partenaire de plein droit des grandes affaires du Moyen-Orient. C'est parfaitement légitime et rien ne dit que ce n'est pas l'intérêt de la France. Il faut donc négocier avec les Russes les conditions de la paix civile en Syrie.

La troisième question préalable concerne l'élimination d'al-Qaida. La France est bien placée pour mesurer les dangers de la résurgence en Syrie d'un mouvement qu'elle a combattu avec succès au Mali. Elle devrait donc sûrement considérer cela comme essentiel pour ses propres intérêts.

Reste la question centrale: la fin de la guerre civile. Il paraît assez clair désormais que ni le régime de Damas, ni la coalition nationale syrienne ne peuvent espérer s'arroger la totalité du pouvoir. En même temps, il n'est pas facile de rêver de démocratie et d'élections libres comme si rien ne s'était passé. Il faut donc s'attacher à construire une solution dans laquelle il y aura à la fois un partage territorial des zones d'influence, la reconnaissance de l'unité institutionnelle du pays et des garanties internationales fortes. Rien de tout cela n'est impossible.

La France a déjà, au cours des derniers mois, infléchi judicieusement ses positions initiales. Elle connaît la Syrie parfaitement et de longue date. On ne peut donc que souhaiter lui voir jouer un rôle clef dans la sortie de cette crise, comme il lui est déjà arrivé de le faire avec succès dans le passé.

Bien sûr, nous n'oublierons rien. Ni les enfants de Deraa, ni les massacrés de Homs, ni les malheurs d'Alep. Mais quoi! Que voulons-nous exactement? Rester dans le confort de principes simplificateurs que nous affirmons de façon souvent plus contestable qu'il n'y paraît, et tant pis pour le peuple syrien? Ou rechercher à tâtons dans la nuit d'une guerre insupportable, un chemin acceptable vers la paix? La réponse s'impose d'elle-même.

## THEME 5 : JACQUES CHIRAC, UNE STAR POUR LA RUE ARABE, QUI AVAIT DIT NON A BUSH SUR LA GUERRE EN IRAK



L'ancien président avait pris conscience avant beaucoup d'autres du risque d'affrontement civilisationnel entre l'Islam et l'Occident.

Les foules ne lui faisaient pas peur, ni même les cohues. Mais le 22 octobre 1996, Jacques Chirac était devenu un héros dans tout le monde arabe à la faveur d'une bousculade mémorable à Jérusalem.

Précédé de sa réputation «d'ami des Arabes», ce champion des serrages de mains avait insisté pour aller au contact des Palestiniens dans la Vieille Ville sous occupation israélienne. Faute d'avoir pu l'en dissuader, le premier ministre Benyamin Nétanyahou - déjà lui - s'emploie alors à saboter la visite. Dans les ruelles étroites de la cité millénaire, un soldat israélien campe devant chaque boutique palestinienne. Les journalistes sont malmenés pour entraver leur couverture de l'événement.

» LIRE AUSSI - Jacques Chirac, la mort d'un conquérant, découvrez notre dossier

Arrivé devant l'église Sainte-Anne, Chirac apprend que Tsahal est déployée en force sur ce Territoire français. Le président se plante devant la porte et exige le départ de la troupe avec cette réplique désormais célèbre: «Do you want me to go back to my plane? This is not security, this is provocation!» (Vous voulez que je reprenne mon avion? Ce n'est pas de la sécurité, c'est de la provocation!) La requête remonte jusqu'au premier ministre, lequel ordonne la retraite. Nétanyahou doit se souvenir de cette humiliation, qui vaut à Chirac un statut de rock star dans tout le monde arabe. Au cours des mois suivants, on verra naître des dizaines de petits «Jakshirak» en Palestine et au-delà.

Car pour «Chirac d'Arabie», comme le baptisèrent les journalistes Éric Aeschmann et Christophe Boltanski (1), ce n'est ni la première, ni la dernière démonstration d'amitié dans cette région du monde qu'il aime tant. Il y a eu la vente d'une centrale nucléaire à Saddam Hussein au milieu des années 1970, le retour des otages français du Liban en 1986, les pleurs devant la dépouille de Yasser Arafat en 2004... Il y a, surtout, le «non» à George W. Bush sur l'Irak en 2003, le Français accusant l'Américain de «privilégier la force sur le droit» et le prévenant qu'il risque de libérer des démons incontrôlables.

Le message est d'abord porté au Conseil de sécurité par son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, avec un lyrisme vibrant: «C'est un vieux pays, la France, un vieux continent comme le mien qui vous le dit aujourd'hui...» Puis Jacques Chirac brandit lui-même à la télévision la menace d'un veto onusien. Trois jours plus tard, les États-Unis et la Grande-Bretagne envahissent l'Irak en se passant des Nations unies.

Le contrecoup est réel, un refroidissement des relations avec les États-Unis, marqué symboliquement par la cantine du Congrès qui rebaptise ses «french fries» (frites) «freedom fries». Mais Jacques Chirac est aussi celui qui a le premier affiché son soutien aux Américains après les attentats du 11 septembre 2001, le premier à avoir appelé Bush et le premier à s'être incliné devant Ground Zero. La loyauté du président français marche dans les deux sens.

C'est aussi une affaire d'amitié et de loyauté qui le verra, jusqu'au bout de son second mandat, afficher un soutien indéfectible au Liban. Sa proximité avec la famille Hariri, qui l'hébergeait généreusement quai Voltaire à Paris, a tourné à la vendetta personnelle envers Bachar el-Assad après l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri en 2005. Jacques Chirac s'est battu pour créer un tribunal international spécial (TSL) sous l'égide de l'ONU chargé de pourchasser les assassins.

La «politique arabe» de Chirac a parfois été qualifiée de politique libanaise. Mais l'ancien président avait pris conscience avant beaucoup d'autres du risque d'affrontement civilisationnel entre l'Islam et l'Occident. «Rétablir, même fugacement, le lien entre l'Orient déchu de ses splendeurs et l'Occident claquemuré dans ses peurs aura été l'apport majeur de Jacques Chirac à la vie mondiale en ce début du XXIe siècle», écrivent Aeschmann et Boltanski.

## THEME 6 : JACQUES CHIRAC, LE MOUSQUETAIRE D'UN MONDE MULTIPOLAIRE

Sur la scène mondiale, Jacques Chirac restera célèbre pour avoir défié les Américains sur l'Irak.

C'était un mousquetaire truculent au style de «l'ancien monde», qui ne mâchait pas ses mots. «Qu'est-ce qu'elle me veut de plus cette ménagère, mes couilles sur un plateau?», avait lancé le premier ministre Jacques Chirac en 1984 à propos de Margaret Thatcher, dans son micro qu'il croyait débranché, lors d'un sommet européen aux négociations serrées avec la Grande-Bretagne.

À peine élu président, le même Chirac, complexe mais non sans panache, allait pratiquer d'entrée de jeu «la diplomatie de l'estoc», après avoir observé indigné la passivité de l'ONU en Bosnie. Alors que les forces serbes humiliaient les soldats onusiens et avaient chassé les Casques bleus français déployés au pont de Vrbanja, sur la ligne de démarcation de Sarajevo, il ordonna une contre-attaque. Deux marsouins du 3e Rima furent tués mais le pont fut repris. Après les vagues-hésitations de François Mitterrand à s'impliquer dans les conflits de l'ex-Yougoslavie, ce coup d'éclat français à la hussarde signalait une volonté d'en revenir au volontarisme de l'époque gaulliste. Mais dans la foulée de ce mini-électrochoc français, il n'y eut pas de «grand retour en force de la France». Ce furent finalement les Américains qui s'impliquèrent en Bosnie pour y régler la crise, l'Otan utilisant la puissance aérienne des États-Unis pour anéantir la résistance serbe et imposer les accords de Dayton, avec le soutien actif de Paris et de Londres. Il fallait se rendre à l'évidence de la faiblesse européenne et Chirac, un réaliste, s'y résolut.

### La voix particulière de la France

Alors, atlantiste la politique étrangère de Chirac, ou plutôt attachée à l'indépendance française? À la fois l'une et l'autre, sans doute, comme cela avait d'ailleurs été le cas sous de Gaulle et sous Mitterrand, signe de la complexité traditionnelle de la relation franco-américaine. En 1999, Chirac soutint à nouveau Bill Clinton dans ses bombardements au Kosovo pour y stopper les exactions des Serbes, entamant aussi, avant Sarkozy, le retour partiel de Paris dans les structures militaires de l'Otan. Il allait aussi être l'un des premiers, le 11 Septembre, à téléphoner à George W. Bush, puis le premier à se rendre symboliquement à New York, dans les ruines fumantes du World Trade Center, pour soutenir son grand allié. La France proposerait aussi à ses alliés de l'Otan l'activation de l'article 5 de la Charte atlantique, permettant de déclencher l'intervention militaire en Afghanistan.

Un an et demi plus tard, pourtant, en février 2003, Jacques Chirac créait la plus grande surprise de sa présidence en menaçant de mettre son veto à une résolution qui aurait autorisé l'utilisation de la force en Irak pour y trouver de supposées armes de destruction massive, optant ainsi pour la confrontation ouverte avec l'Amérique.

Cette charge allait rester le grand fait de gloire «gaullien» de l'époque Chirac. Elle affirma la voix particulière de la France, qui pour l'occasion s'allia avec l'Allemagne et la Russie. Jamais depuis 1966, la brouille n'avait été aussi profonde avec les Américains. Mais l'Histoire lui donnerait raison...

### «Un anticonformiste multilatéraliste»

Quand on lui demande comment il voit «le monde de Jacques Chirac» et les idées-forces de sa politique étrangère, Maurice Gourdault-Montagne, qui fut longtemps son conseiller diplomatique, parle d'«un anticonformiste multilatéraliste», «qui avait une génération d'avance». Revendiquant évidemment une vision gaullienne de la place de la France, Chirac, dit-il, la considérait toutefois surtout comme une «force d'entraînement» visant «à promouvoir le multilatéralisme». Gourdault-Montagne souligne à cet égard son engagement à l'ONU, mais aussi sa main tendue aux pays émergents comme l'Inde, avec laquelle il jeta les bases d'un dialogue stratégique actif, ou avec la Chine (avec laquelle il entama une normalisation des relations, qui fut d'ailleurs critiquée en raison de la répression de Tiananmen). «Chirac avait préfiguré le G20», affirme Gourdault-Montagne.

Derrière cette ouverture tous azimuts s'affirmait sa conception d'un monde multipolaire, dont la gestion ne pouvait être abandonnée à la seule superpuissance américaine. «Chirac était un réaliste, il ne croyait pas à la fin de l'Histoire», affirme Gourdault-Montagne.

### Versatilité

C'était au nom du réalisme qu'il avait renoué en 2000 avec la Russie de Poutine, malgré les exactions de la guerre de Tchétchénie, après avoir été un grand «ami» de Boris Eltsine, dont il avait compris très tôt l'importance politique, en 1991, contrairement à Mitterrand. Il partageait en revanche l'héritage européen de Mitterrand et, au risque d'être moins gaulliste, avait opté pour le soutien à l'euro et la Constitution européenne, un projet que rejetèrent les Français par référendum à son grand dam.

Dans les «oubliés» de sa politique, qui lui en tiennent toujours rigueur, figurent les pays d'Europe centrale qu'il avait tancés en 2003, leur lançant «qu'ils avaient perdu une occasion de se taire», quand ils avaient soutenu Bush en Irak. Eux répétaient qu'ils ne lui faisaient pas confiance, et s'inquiétaient que Chirac parle aux Russes au-dessus de leurs têtes. Quand il partit, la presse européenne ne le couvrit d'ailleurs pas d'éloges, loin de là, soulignant sa versatilité et rappelant son surnom de Caméléon Bonaparte. Tout «proeuropéen» qu'il était, Chirac était d'ailleurs plus passionné par le dialogue avec les autres civilisations, asiatique, africaine et arabe.

Pour le chef de l'État, il faut prendre des risques et se réinventer afin d'exister face aux puissances émergentes.

Le monde change, et, pour ne pas mourir, mieux vaut évoluer avec lui. Tout auréolé de son succès au G7 de Biarritz, rechargé comme une pile, Emmanuel Macron a fait souffler lundi un vent de révolution sur la diplomatie française.

«Il a la niaque, ça fait plaisir», commente un ambassadeur. Posant à peine les yeux sur son discours de presque deux heures, avec le même souffle européen qu'à la Sorbonne en septembre 2017, il a secoué la politique étrangère française avec des idées disruptives et un ton autoritaire, qui a même pu parfois se faire menaçant. Ainsi quand il a parlé de la Russie. Emmanuel Macron s'est toujours targué de mener une politique indépendante et réaliste, non alignée, débarrassée de tout a priori idéologique. L'invitation de Vladimir Poutine à Brégançon le 19 août avait confirmé le rapprochement franco-russe opéré par le président français. Devant les ambassadeurs réunis à l'Élysée pour la traditionnelle conférence de rentrée, il a dénoncé pour la deuxième fois en une semaine les résistances de «l'État profond» au réchauffement des relations franco-russes.

Ceux qui, au Quai d'Orsay ou au ministère de la Défense, voient davantage en Vladimir Poutine un destructeur de l'ordre international et une menace pour l'Europe qu'un partenaire fiable sont priés de changer de cap et de ne plus se focaliser sur leurs mauvaises expériences, qu'il s'agisse de l'annexion de la Crimée ou des tentatives de division de l'Union européenne par la Russie. Ce temps est révolu, et les ambassadeurs sont priés d'en prendre acte. «Je sais que beaucoup d'entre vous se sont formés dans la défiance envers la Russie... En général, sur ce sujet, on écoute le président et on fait comme d'habitude. Je ne saurais que vous conseiller de ne pas suivre cette voie.» Elle est «inefficace» et «décrédibilise» la parole présidentielle. Une sorte de rappel à l'ordre qui, en outre, renforce la main mise de l'Élysée sur la politique étrangère de la France.

**Vis-à-vis de la Russie**, Emmanuel Macron a des convictions: elle est européenne, engagée dans toutes les crises, et la France a besoin d'elle pour bâtir une nouvelle architecture de sécurité et assurer la stabilité du continent. C'est un véritable changement de cap, que le chef de l'État veut mettre en pratique sur le long terme, mais, assure-t-il, «sans naïveté» et «sans faiblesse coupable».

### Un boulevard pour marcher au nom de l'Europe

Le vent nouveau que fait souffler Emmanuel Macron sur la diplomatie française concerne également la méthode, qui elle aussi se veut disruptive. Prenant en exemple le G7 de Biarritz et ses coups de théâtre, le président demande aux ambassadeurs de travailler autrement et de faire preuve de plus d'audace. «Ne pensez pas dans les cadres, réinvestissez dans les sociétés civiles de vos pays respectifs», leur a-t-il dit. La politique étrangère n'a pas seulement besoin d'experts. «Les experts ne sont experts que des choses passées», poursuit-il.

Ces changements sont motivés par les bouleversements de l'ordre international. «Nous sommes en train de vivre la fin de l'hégémonie occidentale sur le monde», prévient le chef d'État. L'émergence de nouvelles puissances «qui se pensent comme des États-civilisations» vient «repenser l'ordre et l'imaginaire politique. Avec beaucoup plus de force et d'inspiration que nous n'en avons.» Ces mouvements, qui viennent «rebattre les cartes», rendent obsolètes «les habitudes et les dogmes qui étaient les nôtres».

**L'Europe**, pense Emmanuel Macron, est menacée de disparition si elle continue à penser et à agir «comme avant», avec la «prudence» qui la caractérise. Pour retrouver la puissance française, la souveraineté et la civilisation européennes, il faut non seulement s'adapter, mais bouleverser les habitudes et prendre des risques. «Si la France et l'Europe n'ont pas d'audace pour se réinventer, personne ne le fera pour nous. Nous sommes les seuls pour lesquels l'immobilisme est mortel.»

Galvanisé par le succès du G7, poussant la France dans toutes les crises du moment, le président français est à la manœuvre sur l'Iran, mais aussi sur le dossier ukrainien, qui devrait faire l'objet d'une nouvelle réunion du groupe de Normandie en septembre. Le Brexit, la fin de règne d'Angela Merkel en Allemagne et la crise politique en Italie lui ouvrent un boulevard pour marcher au nom de l'Europe. Certains se félicitent du changement de cap. «On était devenu un pays lambda. Aujourd'hui, on a peut-être la chance de rompre avec la banalisation de la politique étrangère française», espère un ancien haut responsable. D'autres s'en inquiètent, notamment toute la partie est du continent, qui ne croit pas à une normalisation européenne de la Russie. Ce n'est pas de bon augure pour l'unité européenne.



# PORTFOLIO

---

# STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

# STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---

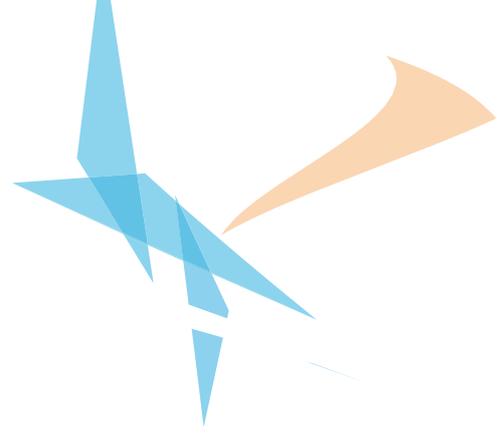


---

## STRATEGIES FRANCAISES

---





# NOTES PREPARATOIRES

# STRATEGIES FRANCAISES

## Recompositions Moyen Orient. O. Roy

(XX<sup>e</sup>) = siècle du nationalisme arabe encouragé par la France et Gde Bretagne

↓  
islamisé à partir des 70's sous les bannières concurrentes de KEBBOLLAH et des frères musulmans

## Guerre Iran - Irak (1980-1988)

fondatrice du nouvel ordre

}  
s'achève en 2003 quand BUSH livre l'Irak à son pire ennemi, l'IRAN

⇒ Bachar El-Assad dernier survivant de ce modèle.

Depuis le printemps arabes, la tectonique de la région se divise entre CHIITES et SUNNITES.

↓  
IRAN  
président ROHANI

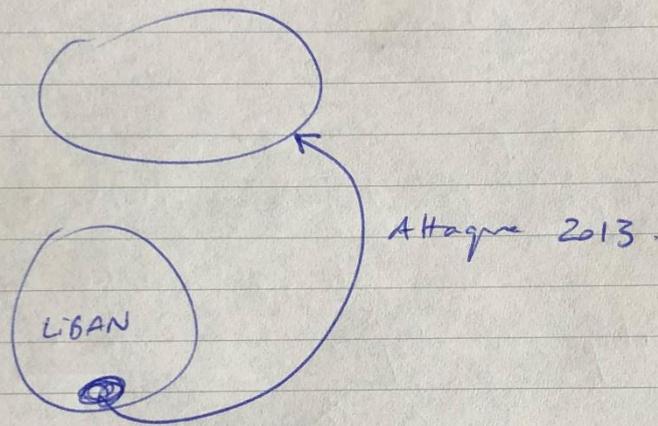
↓  
ARABIE SAOUDITE  
Roi SALMAN  
Mohamed Ben

# STRATEGIES FRANCAISES

HDC2

Début 2013, régime de Damas  
aux abois, soutenu par  
l'Iran

→ HEZBOLLAH intervient  
contre l'armée syrienne  
libre sunnite.



Thomas GOMART - L'affolement du  
monde

• Conflit israélo-palestinien

Guerres 1948, 1956, 1967, 1973  
1978, 1982, 2006, 2008.

- Echee des Accords d'Oslo  
(1993)

- 2018 - Administration Trump  
transfère l'ambassade us  
de Tel Aviv à Jérusalem

# STRATEGIES FRANCAISES

De l'Union pour la Méditerranée à  
la guerre de Syrie.

UPM Sarkozy 2008  
44 états de la région

⇒ donner 1 nouveau souffle  
aux processus de Barcelone  
de 1995.

• Printemps arabes.

Egypte - Mubarak → Morsi → Al-Sissi

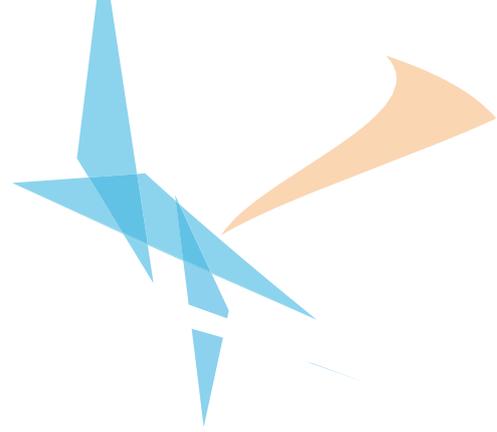
Tunisie - Ben Ali → Essebsi en 2014

Libye et Syrie - guerre civile

KURDES      DAESH.

Année de charrette.

• Interventionnisme → Libye,  
Afghanistan,



# MOT D'ACCUEIL



**STRATEGIES  
FRANCAISES**

Club de réflexion

# STRATEGIES FRANCAISES

HDC 1

Heureux,

député du Maine et Loire pdt 24ans  
maire de SAINT FLORENT LE VIEIL

plusieur fois ministre =

- fonction publique
- logement
- affaires étrangères.

- président de l'Institut français de finance islamique depuis 2009.

Actualité =

- Liban - FINUL mobilisée pour contenir les tensions Hezbollah - Israël.  
- Saad Hariri décrié depuis Nat Chirac
- Israël - Benjamin Netanyahu chargé de former 1 gouvernement suite aux législatives.
- Syrie - Bachar Al Assad conforté avec l'appui de la Russie
- Iran - bras de fer avec les US de Trump. malgré les efforts intenses de Pencron

Pompidou / Sauver / Méthode / Neige

- votre témoignage sur opé neige  
Raisons de la colère.
- Manuel pratique opé réussite.
- Prêt pour film act sans bord.  
Histoire secrète d'un succès triple français.

3 parties -

- témoignage
- avis sur situation actuelle et solutions
- la politique, parcours. Chirac, Giscard.



# DEDICACE



**STRATEGIES  
FRANCAISES**

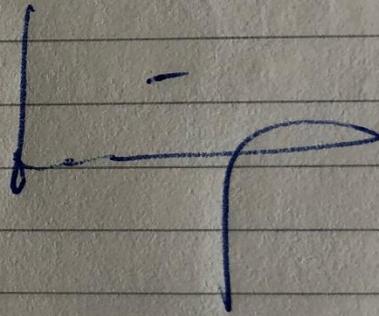
Club de réflexion

---

## STRATEGIES FRANCAISES

---

Avec mes remerciements pour cet échange de grande  
qualité,



Henri de Charette  
3.X.2019

